

La Commission d'enquête PLUi RLV et PDA Marsat
Monsieur Alain HOENNER
Madame Corinne DESJOURS
Monsieur Gérard DUBOT

A Riom, le 20 juillet 2022

Monsieur le Président
de la Communauté d'agglomération
Riom Limagne et Volcans
5, mail Jost Pasquier - CS 80045
63200 RIOM

OBJET : enquête publique relative au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Riom Limagne et Volcans.

Pièce Jointe : - PV de synthèse des observations recueillies au cours de l'enquête.
- Questions de la commission
- Une clé USB

Monsieur le Président,

À la suite de l'enquête publique citée en objet, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance le procès-verbal de synthèse des observations du public.

En complément de votre avis sur ces observations, je vous prie de bien vouloir m'indiquer la suite que vous souhaitez donner aux avis, remarques ou réserves émis par les Personnes Publiques Associées (PPA) et les communes du territoire de RLV.

De plus, la commission souhaite connaître votre position sur les questions de la commission, présentées en pièce jointe.

Dans l'attente de recevoir votre réponse qui doit me parvenir dans un délai de quinze jours, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes sincères salutations.

Pour la commission,
Le président

Alain HOENNER
Commissaire Enquêteur



Remis le 21 juillet 2022 à.....

Procès-verbal de synthèse

des observations recueillies au cours de l'enquête publique relative au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Riom Limagne et Volcans

1 - Dispositions réglementaires régissant le présent document :

Code de l'environnement, article R.123-18 (extrait) : «Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.»

2 - Synthèse des observations :

Au cours de l'enquête publique qui s'est déroulée du 1er juin au 11 juillet 2022, les membres de la commission ont reçu deux cent soixante (260) personnes lors des permanences.

- cent vingt-deux (122) observations ont été enregistrées sur les 9 registres d'enquête déposés à RLV et dans les Mairies des sièges d'enquête.

- cent une (101) observations ont été reçues par courrier.

- cent quatre-vingt-six (186) observations ont été déposées sur le registre dématérialisé. Soit un total de 409 observations.

A noter que des observations ont été reçues hors délais :

3 observations reçues le 11 juillet sur le registre dématérialisé :

17 h 05 mail de Marie-Christine Belouin

17 h 10 mail de Jean-Philippe Roux

17 h 19 mail de Boris Caille

Courriers reçus par RLV :

- le 12 juillet 2022 émanant de Michèle BONNEAU - 42, chemin des Batignolles – 63200 Mozac

- le 13 juillet émanant de Mr et Mme TOURNAIRE Denis – 18 rue de Champ Valleix – Les Brossons – 63410 Charbonnières les Varennes et de la CCI du Puy de Dôme - LRAR – (cette observation a été reçue dans les délais sur le registre dématérialisé)

Un courrier remis le 12 juillet à Alain HOENNER, commissaire enquêteur, par Mr le Maire de Saint-Ours, Alain CAZE.

Tableau récapitulatif des observations reçues dans les délais fixés :

| Commune | Observation sur registres | Courrier |
|-----------------------|---------------------------|----------|
| CHAMBARON SUR MORGE | 4 | 11 |
| CHAPPES | 10 | 3 |
| CHATEL GUYON | 11 | 9 |
| ENNEZAT | 18 | 12 |
| RLV | 42 | 22 |
| SAINT IGNAT | 12 | / |
| SAINT OURS LES ROCHES | 8 | 13 |
| SAYAT | 11 | 4 |
| VOLVIC | 6 | 27 |
| | 122 | 101 |

| | |
|-------------------------------|-------------------------|
| Registre dématérialisé | 186 observations reçues |
| Total des observations reçues | 409 |

La synthèse des observations fait l'objet des tableaux joints.

Ces tableaux sont enregistrés sur la clé USB ainsi que :

- le présent document aux formats PDF et Word,
- une copie numérisée des registres d'enquête et des pièces annexées,
- une extraction du registre dématérialisé aux formats PDF et Word,
- une copie numérisée des courriers parvenus hors délais,

Pour la commission,
Le président

Alain HOENNER
Commissaire Enquêteur



QUESTIONS DE LA COMMISSION

1 - L'article 191 de la loi climat et résilience dit que :

« Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date ».

Ces objectifs sont appliqués de manière différenciée et territorialisée, dans les conditions fixées par la loi ».

Le projet de PLUi respecte-t-il le critère imposé dans la loi ?

2 - Le projet de PLUi comporte de nombreuses zones 2AUR. Beaucoup d'entre-elles sont en extension du territoire urbain au détriment de zones agricoles ou naturelles.

Le règlement précise que : « pour que ces zones soient ouvertes en tout ou partie à l'urbanisation, une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée (modification ou révision).

Elles sont donc figées, sans avoir la certitude qu'elles pourront évoluer dans le futur.

Dans le même temps de nombreuses parcelles (certaines viabilisées, en passe d'être vendues) ont été sorties de la zone constructible, valant de nombreuses observations.

Cette stratégie ne comporte-t-elle pas en soi une forme de contradiction ? Ne serait-il pas judicieux pour RLV de supprimer des zones 2AUR empiétant sur des secteurs agricoles ou naturels ?

3 – Le projet comporte de nombreuses zones AUE. Une observation fait remarquer que la superficie est passée de 127 ha pour les anciens PLU à 337 ha pour le PLUi. Toutes ces zones sont-elles justifiées ?

4- Le projet de PLUi prévoit sur son territoire un zonage UP qui correspond d'après le règlement « aux espaces urbains spécifiques aux éléments de patrimoine identifiés ».

Les nouvelles habitations n'y sont pas autorisées mais les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés le sont.

En quoi, ces équipements sont-ils plus respectueux au regard de la protection du patrimoine, et cette possibilité ne peut-elle pas être regardée comme un privilège que s'octroie les collectivités ?

5 – Dans le projet de PLUi, plusieurs zones (voir simplement 1 ou 2 parcelles), au sein du tissu urbain, ont été exclues de la constructibilité et reclassées en N. Si la volonté de limiter l'artificialisation est louable, le classement en zone naturelle N est-il judicieux ? (Il a provoqué l'incompréhension de plusieurs personnes).